

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 14, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL et Alexandru ATHANASIU, membres titulaires.

---

#### Chapitre 2 : Coopération judiciaire en matière civile

##### Article 14 : [coopération judiciaire en matière civile]

1) L'Union développe une coopération judiciaire ~~en matière civile~~ *dans les matières civiles ayant une incidence transfrontalière*, fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération inclut l'adoption des mesures de rapprochement des législations nationales susceptibles d'avoir une incidence transfrontalière.

2) A cet effet, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadres visant entre autres à assurer :

- la reconnaissance mutuelle entre les États membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution, *y compris dans le domaine du droit de la famille* ;
- la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires ;
- la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflit de lois et de compétence ;
- la coopération en matière d'obtention des preuves ;
- *l'accès à la justice et à l'indemnisation des victimes dans les affaires transfrontalières* ~~un~~ *niveau élevé d'accès à la justice* ;
- le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres ;
- ~~le développement de mesures de justice préventive et de méthodes alternatives de résolution de litiges ;~~
- un soutien à la formation de magistrats et des personnels de justice.

~~3) Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité des lois et des lois-cadre concernant le droit de la famille; il statue après consultation du Parlement européen. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre concernant la responsabilité parentale.~~

---

**Explication éventuelle :** Cette proposition d'amendement a deux objets. Elle vise, d'une part, à mieux préciser le champ de compétence de l'Union, qui devrait se limiter aux matières civiles **ayant une incidence transfrontalière**.

Cette proposition d'amendement vise, d'autre part, à **supprimer le régime dérogatoire prévu dans le domaine du droit de la famille**. En effet, une dérogation n'est plus justifiée dès lors qu'on se limite aux questions ayant une incidence transfrontalière.